

Audition de M. Peter Mandelson (commerce)

M. Peter Mandelson, commissaire désigné pour le Royaume-Uni, s'est vu confier le portefeuille du commerce dans la future Commission Barroso. Il a été auditionné lundi après-midi durant trois heures par la commission du Commerce international du Parlement. Les débats ont porté non seulement sur le commerce international, mais aussi sur le développement, sur la réforme du marché du sucre, sur l'accès aux médicaments dans les pays en développement, et sur ses relations avec Tony Blair.

Durant son exposé introductif, M. Mandelson a déclaré que M. Pascal LAMY lui léguait un bon calendrier de travail, équilibré, qui peut se résumer comme *"la recherche d'une prospérité et d'une justice sociale dans le monde, de règles régissant le commerce, au bénéfice de tous et plus particulièrement des plus pauvres"*. En matière de politique commerciale, il n'est pas, pour reprendre ses termes, *"un libéral simpliste"* : l'Europe a bénéficié des échanges ouverts et de la libéralisation, mais cette libéralisation n'est pas une fin en soi : *"C'est un moyen pour créer une société meilleure et plus juste et améliorer le sort des peuples"*.

Il a expliqué que le principal instrument politique serait pour lui l'accord multilatéral. Utilisée à bon escient, la politique commerciale peut apporter une puissante contribution au développement économique dans le monde entier, *"pour autant que nous reconnaissons que les plus pauvres ont besoin d'un traitement spécifique et différencié"*. S'appuyant sur la période de sa vie où, jeune homme, il vécut en Tanzanie, il a mis en exergue la nécessité de développer le potentiel des pays en voie de développement.

M. Mandelson a esquissé ses principales priorités : achever le cycle de négociations de Doha en ouvrant les marchés des produits industriels, des services et de l'agriculture, y compris entre pays en voie de développement; conclure des accords de partenariat économique avec le groupe des pays ACP, pour apporter ainsi une contribution concrète au développement et prendre en compte les nécessités des pays pauvres; renforcer davantage le partenariat entre l'Europe et l'Amérique; parachever l'accord UE-Mercosur, en donnant la priorité au contenu plutôt qu'à la rapidité; conclure positivement les discussions d'adhésion à l'OMC entreprises avec la Russie et l'Ukraine; traduire dans la réalité le partenariat stratégique avec la Chine, qu'il considère *"d'une énorme importance"*.

Il a conclu son intervention introductive en proposant une comparaison avec les défis que devait relever son ancienne circonscription parlementaire de Hartlepool lorsqu'il en est devenu député en 1992 : cette ancienne cité manufacturière connaissait un taux de chômage de 20 %. Sa mission avait été d'aider les gens de la région à surmonter la mutation économique. Et lorsque certains chantaient les vertus d'une économie dynamique, il ne manquait jamais de leur rappeler que l'on parlait de personnes et non de statistiques.

Commerce et développement

Tout comme Mme Caroline LUCAS (Verts/ALE, UK), le commissaire désigné est d'avis que la politique commerciale doit refléter les besoins des différents pays en voie de développement : *"Si la libéralisation est trop rapide, exposant leurs marchés prématurément à la concurrence, cela peut être un désastre"*. C'est pourquoi un traitement différencié des pays les plus pauvres est essentiel.

A M. Peter STASTNY (PPE-DE, SK), il a répondu au sujet des chances de faire reculer la pauvreté qu'ils se comptent en millions ceux que l'on pourrait aider : *"Une augmentation de 1% des exportations africaines de produits agricoles pèserait davantage que l'actuel allègement de la dette et l'aide au développement cumulés. Il vaut la peine de se battre pour une telle ambition. Il ne faut pas se cacher que certains perdront à court terme, mais l'essentiel est de veiller à ce que leurs bénéfices soient plus grands à longue échéance."*

Subventions agricoles

Interrogé par M. Johan VAN HECKE (ADLE, BE) au sujet des réductions opérées dans les subventions agricoles, il a déclaré que sa mission principale était de faire progresser les réformes en cours. Ces dernières participent de l'intérêt tant de l'UE que des pays en voie de développement. Il a toutefois ajouté que l'Europe ne devrait pas abolir unilatéralement les subventions à l'exportation lorsque leur suppression pouvait favoriser une libéralisation accrue de la part d'autres pays développés. En réponse à M. Joseph DAUL (PPE-DE, FR), il a convenu qu'un accroissement des exportations agricoles mondiales devait tenir compte des besoins alimentaires intérieurs de chaque pays.

Loyautés plurielles ? M. Mandelson dément

M. Nigel FARAGE (IND/DEM, UK) lui a demandé si son serment de commissaire de poursuivre les seuls intérêts communs de l'UE ne constituait pas une violation de son serment de loyauté à sa Majesté la Reine en tant que Conseiller de la Couronne. M. Mandelson a répliqué par un *"non"* sans appel. Et d'ajouter : *"Je m'inscris totalement en faux contre l'idée que l'on ne peut être au service de la Grande-Bretagne si l'on poursuit les intérêts de l'Europe dans son ensemble. Il n'y a aucune contradiction entre ces deux tâches"*.

M. David MARTIN (PSE, UK) a voulu savoir à qui allait en fin de compte la loyauté de M. Mandelson : au gouvernement britannique, à la commission du Commerce international ou à la Commission européenne. A M. Blair, à M. Baron ou à M. Barroso ? Le commissaire désigné a indiqué que son amitié personnelle et son soutien politique à l'égard de Tony Blair lui resteraient acquis, et qu'il ferait preuve de tout le respect possible envers le PE et cette commission, mais que son engagement essentiel serait au service de la Commission et de son Président : *"Je ne suis plus un parlementaire britannique ni un supporter dévoué de Tony Blair. J'ambitionne d'être un membre actif de la Commission et me suis engagé à oeuvrer pour sa force et sa capacité à s'affirmer"*.

Répondant à une question de M. Saj KARIM (ADLE, UK) sur sa participation à la Conférence du Parti travailliste tenue récemment à Brighton, M. Mandelson a répété : *"J'ai changé de responsabilités. Je ne suis plus un membre de la Chambre des communes, je suis au service du PE. Je ne suis pas un membre du gouvernement travailliste britannique, je suis au service de la Commission européenne. Je sais où se situent mes intérêts, mes loyautés et mes allégeances et je ne serai pas en reste dans ce domaine. Seul le temps le dira."*

Robert STURDY (PPE-DE, UK) a posé une question sur la gestion financière de la Commission et sur le "rabais" britannique. Le commissaire désigné a souligné la responsabilité incombant à la Commission de justifier pleinement toutes ses propositions de dépenses et de rendre pleinement compte de l'affectation des crédits. Au sujet du rabais, il a estimé que ce problème devait être résolu de façon équitable aux yeux de tous. Il a qualifié la proposition faite par la Commission d'"intéressante" puisque, a-t-il précisé, elle fait du Royaume-Uni l'un des plus grands si pas le plus grand contributeur net. Sans faire de commentaires directs, il s'est dit convaincu que le gouvernement britannique plaidera sa cause de manière très convaincante.

La vision européenne de M. Mandelson

Répondant à M. Jean-Marie CAVADA (ADLE, FR) qui souhaitait connaître sa vision personnelle de l'Europe, M. Mandelson a expliqué : *"Je suis un véritable Européen britannique plutôt qu'un Britannique qui se contente de lorgner les Etats-Unis par-dessus l'Atlantique. Les plus grandes questions qui se posent au monde, économie et sécurité, reposent sur une Europe qui travaille en partenariat avec les Etats-Unis"*. Interrogé par M. Nirj DEVA (PPE-DE, UK), désireux de connaître ses idées pour moderniser l'Europe, il a déclaré que *"nous devons avant tout réconcilier l'opinion publique et le projet européen. Nous devons rétablir le lien entre la croissance économique et l'action de l'UE. Il n'existe cependant aucun grand chantier"*

Rendre des comptes au Parlement et écouter les citoyens

Répondant à M. David Martin, M. Mandelson a indiqué que son prédécesseur, M. Pascal Lamy, était déjà allé plus loin que ce que prévoient les traités en termes d'implication et d'information du Parlement européen dans les matières commerciales. Il a proposé de maintenir cette pratique et même d'aller plus loin, suggérant un "question time" régulier pour permettre aux députés de lui poser toutes les questions qu'ils souhaitent. M. Javier MORENO SÁNCHEZ (PSE, ES) lui a demandé comment faire au mieux pour tenir compte des citoyens et de leurs aspirations. Le commissaire désigné s'est engagé à mener un dialogue régulier avec les organisations non-gouvernementales et a indiqué qu'il avait déjà programmé une première réunion formelle avec des représentants de la société civile dans les prochaines semaines.

M. Harlem DÉsir (PSE, FR) lui a demandé s'il avait l'intention de fournir au PE les mêmes informations et documents qu'au Comité 133 du Conseil, là où est défini le mandat de négociation de la Commission. M. Mandelson a déclaré : *"J'ai l'intention de partager l'information de la même manière que Pascal Lamy et je m'engage à le faire."*

La Russie et l'OMC

Interrogé par M. Béla GLATTFELDER (PPE-DE, HU) sur l'adhésion de la Russie à l'OMC, M. Mandelson a répondu qu'il y aurait *"des avantages réciproques, aussi bien pour l'Union européenne que pour la Russie. Pour réaliser le potentiel de la Russie, celle-ci a besoin d'être ancrée dans un espace économique plus vaste, ce que peut lui offrir l'UE. Les principales questions seront celles de la gouvernance économique en relation avec la santé et la solidité des institutions et pratiques de la Russie."*

Accès aux médicaments

Interrogé par M. Kader ARIF (PSE, FR) sur les engagements pris dans la déclaration de Doha pour assurer l'accès des pays en développement aux médicaments, M. Mandelson a déclaré: *"Je partage votre souci à ce sujet. Il n'est pas question de revenir sur cette position. Acheminer les médicaments dans ces pays est une chose, en assurer la distribution en est une autre. Nous devons travailler avec les gens sur le terrain. Je coopérerai avec [le commissaire désigné pour le développement] Louis Michel sur cette question."*

Fin des quotas textiles

En réponse à M. Francisco ASSIS (PSE, PT) sur le déclin potentiel de l'industrie textile européenne lorsque les quotas d'importation seront abolis, M. Mandelson a répondu que le label "Made in Europe" qui avait été proposé serait difficile à ressusciter, vu l'opposition qui s'était manifestée. *"Le risque est qu'aussi bien l'UE que certains pays en développement soient touchés, a dit M. Mandelson. Nous ne pouvons pas revenir sur notre engagement de supprimer les quotas. Les estimations montrent que la Chine pourrait augmenter ses exportations textiles de 150 % après la fin des quotas. La Chine a d'ailleurs pour objectif de représenter 50 % du marché mondial du textile. Nous devons être plus compétitifs et prévoir la transition."* Pressé de questions sur ce point, il a ajouté: *"Je ne suis pas confiant. J'ai très peur pour les pays les moins développés. Nous pourrions être amenés à envisager un assouplissement des règles d'origine pour réduire l'impact sur ces pays."*

Réforme du marché du sucre

M. Margrietus van den BERG (PSE, NL) et M. Bastiaan BELDER (IND/DEM, NL) ont ensuite interrogé le candidat commissaire sur la réforme à venir du marché du sucre. Dans sa réponse, M. Mandelson a estimé que *"nous devons faire tout ce que nous pouvons pour aider les pays ACP. Le commerce seul ne peut apporter la réponse aux ajustements économiques nécessaires dans ces pays. Des arrangements transitoires, tant pour les producteurs européens que pour ceux des ACP, seront nécessaires. La réforme devrait viser la sécurité d'approvisionnement, la stabilité pour les producteurs, des prix plus bas pour les consommateurs, moins de dumping et moins de distorsions commerciales."*

Airbus et Boeing

Suite à une question de M. István SZENT-IVÁNYI (ADLE, HU) sur les relations commerciales entre l'Europe et les Etats-Unis, M. Mandelson a indiqué que *"nous n'avons actuellement que treize conflits avec les Etats-Unis devant l'OMC, mais c'est treize en trop. J'espère que nous n'aurons pas un autre contentieux à propos d'Airbus et de Boeing, et que cela pourra se résoudre sans aller jusqu'à l'OMC."*

04.10.2004

Commission du Commerce international

Président: M. Enrique BARÓN CRESPO

Plus d'information:

Richard Freedman - tél: +32 2 28 41448; e-mail: indu-press@europarl.eu.int

Ralph Pine - tél: +32 2 28 42941; e-mail: rpine@europarl.eu.int